

F. 85 — 1264

3 JUILLET 1985. — Arrêté royal relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et les autres services des ministères

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant les dispositions sociales, notamment les articles 99, 100 et 102;

Vu la loi du 25 avril 1983 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 6 juin 1985;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que les dispositions du présent arrêté sont de nature à contribuer à la résorption du chômage et qu'il s'impose dès lors d'assurer immédiatement leur entrée en vigueur;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier

De l'interruption de la carrière professionnelle et du remplacement

Article 1er. Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel des administrations et autres services des ministères qui sont soumis à un statut.

Le présent arrêté n'est pas applicable aux stagiaires.

Art. 2. Le ministre intéressé détermine les fonctions dont les titulaires sont exclus du bénéfice du présent arrêté pour des raisons inhérentes au bon fonctionnement du service.

Toutefois le ministre peut, dans les cas où le bon fonctionnement du service ne s'en trouve pas compromis, autoriser les titulaires des fonctions visées à l'alinéa 1er qui en font la demande, à bénéficier du présent arrêté.

Art. 3. Le membre du personnel visé à l'article 1er peut interrompre sa carrière professionnelle d'une manière complète pour une durée de six mois au moins et un an au plus. A cet effet, il communique à l'autorité dont il relève, la date à laquelle l'interruption de sa carrière prendra cours et la durée de celle-ci.

Cette communication est formulée par écrit au moins trois mois avant le début de l'interruption à moins qu'à la demande de l'intéressé l'autorité n'accepte un délai plus court.

Art. 4. § 1er. Une allocation d'interruption est accordée au membre du personnel qui interrompt sa carrière professionnelle conformément à l'article 3.

§ 2. Le montant de l'allocation visée au § 1er s'élève à 10 504 F par mois. Ce montant n'est pas indexé.

Lorsque l'allocation n'est pas due pour un mois entier, elle est réduite en fonction de la durée réelle de l'interruption pour ce mois.

§ 3. L'allocation d'interruption est payée par l'Office national de l'emploi.

Pour les périodes pendant lesquelles le membre du personnel n'est pas effectivement remplacé par un chômeur complet indemnisé qui bénéficie d'allocations pour toutes les journées de la semaine, l'Office national de l'emploi récupère, à charge de l'administration ou du service dont le membre du personnel relève, le montant de l'allocation d'interruption, sauf lorsque le défaut de remplacement est imputable à l'Office. La récupération s'effectue sur décision du comité de gestion de l'Office.

N. 85 — 1264

3 JULI 1985. — Koninklijk besluit betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en de andere diensten van de ministeries

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op de artikelen 99, 100 en 102;

Gelet op de wet van 25 april 1983 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut van sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Algemene Syndicale Raad van advies;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 6 juni 1985;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bepalingen van dit besluit van die aard zijn dat zij bijdragen tot de opslorping van de werkloosheid en dat de onmiddellijke inwerkingtreding ervan bijgevolg een noodzaak is;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, van onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I

Onderbreking van de beroepsloopbaan en vervanging

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op de personeelsleden van de besturen en de andere diensten van de ministeries die aan een statuut onderworpen zijn.

Dit besluit is niet van toepassing op de stagiaires.

Art. 2. De betrokken minister bepaalt de ambten waarvan de titularissen van het voordeel van dit besluit uitgesloten worden om redenen die inherent zijn aan de goede werking van de dienst.

De minister kan evenwel in de gevallen waarin de goede werking van de dienst erdoor niet wordt verstoord, de titularissen van de bij het eerste lid bedoelde ambten die erom verzoeken, toestaan van dit besluit te genieten.

Art. 3. Het in artikel 1 bedoeld personeelslid kan, voor een periode van ten minste zes maanden en ten hoogste een jaar zijn beroepsloopbaan volledig onderbreken. Te dien einde, deelt hij aan de overheid onder dewelke hij ressorteert de datum mee waarop de onderbreking van zijn loopbaan zal aanvangen en de duur van deze onderbreking.

Deze mededeling gebeurt schriftelijk minstens drie maanden vóór de aanvang van de onderbreking, tenzij de overheid op verzoek van de betrokkene een kortere termijn aanvaardt.

Art. 4. § 1. Een onderbrekingsuitkering wordt toegekend aan het personeelslid dat, overeenkomstig artikel 3, zijn beroepsloopbaan onderbreekt.

§ 2. Het bedrag van de in § 1 bedoelde uitkering wordt vastgesteld op 10 504 F per maand. Dit bedrag wordt niet geïndexeerd.

Wanneer de uitkering niet voor een volledige maand verschuldigd is, wordt zij verminderd in verhouding tot de werkelijke duur van de onderbreking gedurende deze maand.

§ 3. De onderbrekingsuitkering wordt door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening betaald.

Voor de periodes waarin het personeelslid niet werkelijk vervangen wordt door een uitkeringsgerechtigde volledig werkloze die uitkeringen geniet voor alle dagen van de week, vraagt de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening aan het bestuur of de dienst waaronder het personeelslid ressorteert, de terugbetaling van de onderbrekingsuitkering, tenzij de niet-vervanging te wijten is aan de Rijksdienst. De vraag tot terugbetaling gebeurt na beslissing van het beheerscomité van de Rijksdienst.

Art. 5. § 1er. En vue d'assurer le remplacement du membre du personnel qui interrompt sa carrière, l'autorité dont ce membre du personnel relève, fait connaître à l'Office national de l'emploi, dans les quinze jours à dater de la réception de la communication visée à l'article 3 :

1° la date du début de l'interruption et sa durée;

2° les qualifications que devra avoir le chômeur qui assurera le remplacement.

§ 2. L'Office national de l'emploi met un chômeur à la disposition de l'administration ou du service; il accorde priorité aux candidats qui se trouvent dans les réserves de recrutement constituées en application des règles statutaires.

§ 3. L'administration ou le service dont relève le membre du personnel envoie la demande d'allocation à l'Office national de l'emploi, par lettre recommandée à la poste, et y joint une attestation établissant qu'un chômeur a été mis au travail en remplacement du membre du personnel.

Art. 6. § 1er. Le chômeur complet indemnisé mis à disposition en application de l'article 5, § 2, est un chômeur mis au travail soumis aux articles 161 et 165 à 171 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage. Toutefois, par dérogation à l'article 170, alinéa 1er, 1°, de l'arrêté précité, l'indemnité due à l'Office national de l'emploi par l'administration ou le service qui occupe le chômeur est égale à l'allocation visée à l'article 166.

§ 2. Les articles 162 à 164 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage ne sont pas d'application pour la mise au travail de chômeurs en vertu du présent arrêté.

Art. 7. § 1er. La période d'occupation du chômeur ne peut en aucun cas excéder la durée du remplacement.

§ 2. L'Office national de l'emploi communique au Secrétariat permanent de recrutement le nom du chômeur mis au travail conformément à l'article 5, § 2, et la date à laquelle son occupation doit prendre fin.

Art. 8. Pendant l'interruption de sa carrière professionnelle, le membre du personnel est en congé sans traitement ou, à défaut d'une telle position dans le statut auquel il est soumis, dans une situation analogue.

Les maladies ou infirmités contractées durant la période d'interruption ne mettent pas fin à celle-ci.

Art. 9. Moyennant un préavis d'un mois adressée à l'autorité dont il relève, le membre du personnel qui a interrompu sa carrière peut reprendre ses fonctions avant que n'expire la période d'interruption de la carrière professionnelle.

Dans les huit jours qui suivent la réception du préavis, l'autorité visée à l'alinéa 1er avise l'Office national de l'emploi de la date à laquelle le membre du personnel reprend ses fonctions. Elle en avise également le Secrétariat permanent de recrutement.

Art. 10. Le membre du personnel qui interrompt sa carrière est, pour les activités compatibles avec l'octroi de l'allocation d'interruption, pour les litiges qui en résultent et pour le contrôle de ces activités, assimilé au travailleur visé à l'article 3 de l'arrêté royal du 25 janvier 1985 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption.

CHAPITRE II. — Dispositions modificatives

Art. 11. L'article 102 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux du 13 novembre 1967, du 2 avril 1975, du 5 avril 1976, du 24 novembre 1978, du 22 janvier 1979, du 16 novembre 1981 et du 18 novembre 1982, est complété comme suit :

« 11° pour interruption de la carrière professionnelle. »

Art. 12. Dans l'article 198, § 4, de l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, y inséré par l'arrêté royal du 21 mars 1985 fixant le statut social des travailleurs visés aux articles 100 et 102 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, les mots « ou à l'article 4 de l'arrêté royal du 3 juillet 1985 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et les autres services des ministères » sont insérés entre les mots « à l'article 4 de l'arrêté royal du 25 janvier 1985 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption » et « l'Office national de l'Emploi délivre ».

Art. 5. § 1. Teneinde in de vervanging te voorzien van het personeelslid dat zijn beroepsloopbaan onderbreekt, geeft de overheid onder wie dit personeelslid ressorteert, aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening binnen vijftien dagen na de ontvangst van de in artikel 3 bedoelde mededeling, kennis van het volgende :

1° begindatum van de onderbreking en de duur ervan;

2° de kwalificaties welke de in vervanging komende werkloze moet bezitten.

§ 2. De Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening stelt een werkloze ter beschikking van het bestuur of de dienst; hij geeft voorrang aan de kandidaten die zich in de wervingsreserves bevinden die met toepassing van de statutaire regelen zijn aangelegd.

§ 3. Het bestuur of de dienst waaronder het personeelslid ressorteert stuurt de aanvraag tot uitkering naar de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, met een ter post aangetekende brief en voegt daarbij een getuigschrift waarbij wordt bevestigd dat een werkloze werd tewerkgesteld in vervanging van het personeelslid.

Art. 6. § 1. De uitkeringsgerechtigde volledig werkloze ter beschikking gesteld in toepassing van artikel 5, § 2, is een tewerkgestelde werkloze die onder de toepassing valt van de artikelen 161 en 165 tot 171 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende de arbeidsvoorziening en de werkloosheid. Evenwel, in afwijking van artikel 170, eerste lid, primo van voormeld koninklijk besluit, is de vergoeding verschuldigd aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening door de administratie of de dienst die de werkloze tewerkstelt, gelijk aan de in artikel 166 bedoelde toelage.

§ 2. De artikelen 162 tot 164 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende de arbeidsvoorziening en de werkloosheid zijn niet toepasselijk voor de tewerkstelling van werklozen krachtens dit besluit.

Art. 7. § 1. De periode van tewerkstelling van de werkloze mag in geen geval de duur van de vervanging overtreffen.

§ 2. De Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening deelt aan de Vaste Wervingssecretaris de naam mede van de tewerkgestelde werkloze overeenkomstig artikel 5, § 2, alsmede de datum waarop zijn tewerkstelling een einde moet nemen.

Art. 8. Tijdens de onderbreking van zijn beroepsloopbaan is het personeelslid met verlof zonder wedde of, bij ontstentenis van dergelijke stand in het statuut waaraan het onderworpen is, in een gelijkaardige situatie.

De ziekten of gebrekkigheden opgelopen tijdens de onderbrekingsperiode maken geen einde aan deze onderbreking.

Art. 9. Mits opzegging van een maand te doen bij de overheid onder wie het ressorteert, kan het personeelslid dat zijn loopbaan onderbroken heeft, zijn ambt opnieuw opnemen nog vooraleer de periode van onderbreking van zijn beroepsloopbaan verlopen is.

De in het eerste lid bedoelde overheid brengt, binnen acht dagen na de ontvangst van de opzegging, de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening op de hoogte van de datum waarop het personeelslid zijn ambt opnieuw opneemt. Zij brengt eveneens de Vaste Wervingssecretaris daarvan op de hoogte.

Art. 10. Het personeelslid dat zijn loopbaan onderbreekt wordt, voor de activiteiten die met de toekenning van een onderbrekingsuitkering verenigbaar zijn, voor de betwistingen die daaruit voortvloeien en voor de controle op die activiteiten, gelijkgesteld met de werknemer bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 25 januari 1985 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen.

HOOFDSTUK II. — Wijzigingsbepalingen

Art. 11. Artikel 102 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 november 1967, 2 april 1975, 5 april 1976, 24 november 1978, 22 januari 1979, 16 november 1981 en 18 november 1982, wordt aangevuld als volgt :

« 11° voor onderbreking van de beroepsloopbaan. »

Art. 12. In artikel 198, § 4, van het koninklijk besluit van 4 november 1963 houdende uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, aldaar ingevoegd door het koninklijk besluit van 21 maart 1985 tot vaststelling van het sociaal statuut van de werknemers bedoeld bij de artikelen 100 en 102 van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, worden de woorden « of bij artikel 4 van het koninklijk besluit van 3 juli 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en de andere diensten van de ministeries » ingevoegd tussen de woorden « bij artikel 4 van het koninklijk besluit van 25 januari 1985 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen » en « reikt de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening ».

Art. 13. Dans le texte français de l'article 56octies, alinéa 1er, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, y inséré par l'arrêté royal du 21 mars 1985 précité, le mot « salarié » est supprimé.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 14. Le régime de l'interruption de la carrière professionnelle fixé en application des articles 100 et 102 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant les dispositions sociales est étendu au personnel des provinces, des communes, des agglomérations et fédérations de communes ainsi que des établissements publics et associations de droit public qui en dépendent, à l'exception du personnel subventionné des établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés par l'Etat.

Art. 15. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 juillet 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,
Ch.-F. NOTHOMB

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,
L. WALTNIEL

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F 85 — 1265

28 JUIN 1985

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 février 1964 instituant un Conseil de la Consommation

BAUDOIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 29 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 20 février 1964 instituant un Conseil de la Consommation, notamment l'article 3, modifié par l'arrêté royal du 30 novembre 1973, du 18 juillet 1983 et du 6 avril 1984;

Considérant qu'afin de garantir le fonctionnement permanent et efficace du Conseil de la Consommation, il y a lieu de modifier sa composition en y adjoignant un troisième vice-président;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 3, § 1^{er}, deuxième tiret, de l'arrêté royal du 20 février 1964 instituant un Conseil de la Consommation, modifié par l'arrêté royal du 30 novembre 1973, du 18 juillet 1983 et du 6 avril 1984, les mots « deux vice-présidents » sont remplacés par les mots « trois vice-présidents ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 juin 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,
M. EYSKENS

Art. 13. In de Franse tekst van het artikel 56octies, eerste lid, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, aldaar ingevoegd bij het voormeld koninklijk besluit van 21 maart 1985, wordt het woord « salarié » geschrapt.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 14. De regeling inzake loopbaanonderbreking die bij toepassing van de artikelen 100 en 102 van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen is vastgesteld, wordt uitgebreid tot het personeel van de provincien, de gemeenten, de agglomeraties en federaties van gemeenten alsook van de openbare instellingen en de publiekrechtelijke verenigingen die ervan afhankelijk met uitzondering van het gesubsidieerd personeel van de onderwijsinrichtingen en de psycho-medisch-sociale centra gesubsidieerd door de Staat.

Art. 15. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 juli 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,
Ch.-F. NOTHOMB

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Openbaar Ambt,
L. WALTNIEL

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 85 — 1265

28 JUNI 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 februari 1964 tot oprichting van een Raad voor het Verbruik

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 februari 1964 tot oprichting van een Raad voor het Verbruik, inzonderheid het artikel 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 november 1973, van 18 juli 1983 en van 6 april 1984;

Overwegende dat de samenstelling van de Raad voor het Verbruik dient gewijzigd te worden ten einde de permanente en doeltreffende werking ervan te verzekeren door de toevoeging van een derde ondervoorzitter;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 3, § 1, tweede streepje, van het koninklijk besluit van 20 februari 1964 tot oprichting van een Raad voor het Verbruik, gewijzigd bij koninklijk besluit van 30 november 1973 van 18 juli 1983 en van 6 april 1984, worden de woorden « twee ondervoorzitters » vervangen door de woorden « drie ondervoorzitters ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Economische Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 juni 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,
M. EYSKENS